

En Iran et en Iraq, ailleurs au Moyen-Orient, en Afrique australe, le sentiment de rage s'amplifie. L'extrémisme s'enracine. Ces phénomènes ont des incidences sur chacun de nous.

Et si cela est vrai des événements de nature politique, il en va de même des phénomènes économiques. Les courtiers de Chicago s'informent des cours sur les parquets de Hong Kong et de Tokyo avant d'aller dormir et, dès leur réveil, ils analysent l'évolution du marché de Londres. Les banquiers de Chicago s'intéressent vivement à l'évolution de la situation politique au Brésil.

La politique agricole commune de la Communauté européenne irrite et indigné autant vos agriculteurs que votre propre programme de valorisation des exportations irrite et indigné les nôtres.

Il n'est plus possible de rester sur la touche. Puissants ou faibles, rationnels ou extrémistes, politiciens ou gens d'affaires, nous sommes tous dans la même barque, et le monde a besoin d'un timonier.

Du fait de leur richesse et de leur influence, nos deux pays ont des responsabilités particulières.

Permettez-moi de revenir maintenant aux deux questions - le commerce et la pollution- questions qui, en plus de présenter une grande importance pour nos deux pays à l'heure actuelle, ont des incidences beaucoup plus larges.

Plus tôt cette année, en janvier, le premier ministre Mulroney et le président Reagan ont signé l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, fruit de près de deux ans de négociations âpres et intensives.

Cet accord commercial est le plus étendu de l'histoire et il comporte des avantages pour chacune des deux parties en ce qui concerne leurs échanges bilatéraux de produits et de services.

Comme presque tous les accords, il n'est pas parfait. Aucun de nos deux pays n'a obtenu tout ce qu'il voulait, mais l'Accord n'en représente pas moins un grand pas en avant, et ses répercussions dépassent de beaucoup le simple cadre de nos relations commerciales bilatérales.

Clayton Yeutter, le représentant américain au Commerce, a qualifié l'Accord d'"aussi important dans le domaine économique que l'accord de contrôle des armements signé en décembre dernier l'est sur le plan de la sécurité nationale".